

# Siège de la Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Dijon

--

## Marché de Maîtrise d'œuvre Création d'un garage ERIS

-----

### PROGRAMME

-----

#### Consultation

#### Annexes au programme :

Etude de sol

Plan de masse

Extrait de diagnostic amiante HAP

#### Maître de l'ouvrage :

Direction interrégionale des services pénitentiaires de Dijon

Département des Affaires Immobilières

72A, rue d'Auxonne BP 13331, 21033 Dijon Cedex

Tél : 03.80.72.50.00

## Table des matières

|  |    |
|--|----|
| I. OBJET, COUT PREVISIONNEL .....  | 3  |
| I.1    Objet du Marché.....  | 3  |
| I.2    Coût prévisionnel des travaux .....   | 3  |
| II. PRESENTATION ET LOCALISATION.....  | 4  |
| II.1    Direction Interrégionale des services pénitentiaires de Dijon .....  | 4  |
| II.2    Localisation.....  | 4  |
| II.3    Le siège de la DISP de Dijon .....   | 5  |
| II.4    Le bâtiment ERIS .....   | 5  |
| II.5    Rôle de l'Equipe Régionale d'Intervention de Sécurité .....  | 5  |
| III. OBJECTIFS, CONTRAINTES ET PROGRAMME.....  | 7  |
| III.1    Objectifs.....  | 7  |
| III.2    Contraintes de sûreté pénitentiaire, de sécurité sanitaire et de préservation du bon fonctionnement des services..... | 7  |
| III.3    Programme .....   | 7  |
| III.3.1    Information initiale .....  | 8  |
| III.3.2    Caractéristiques architecturales.....   | 8  |
| III.3.3    Stationnement et circulation .....  | 8  |
| III.3.4    Sols et surfaces.....   | 8  |
| III.3.5    Gestion thermique et aération .....   | 9  |
| III.3.6    Equipements électriques.....  | 9  |
| III.3.7    Exploitation.....   | 9  |
| III.3.8    Sécurité incendie .....   | 9  |
| III.3.9    Schéma fonctionnel .....  | 9  |
| IV. MISSIONS, OBLIGATIONS .....  | 11 |
| IV.1    Missions.....  | 11 |
| IV.2    Obligations .....  | 11 |
| V. CONTENU DES ELEMENTS DE MISSION ET DELAIS .....   | 13 |
| V.1    ETUDES D'AVANT PROJET SOMMAIRE (APS).....   | 13 |
| V.2    ETUDES D'AVANT PROJET DEFINITIF (APD).....  | 14 |
| V.3    ETUDES DE PROJET (PRO).....   | 15 |
| V.4    ASSISTANCE POUR LA PASSATION DES CONTRATS DE TRAVAUX (ACT).....   | 16 |
| V.5    VISA des études d'exécution .....   | 18 |
| V.6    DIRECTION DE L'EXECUTION DES CONTRATS DE TRAVAUX (DET).....   | 18 |
| V.7    ASSISTANCE AUX OPERATIONS DE RECEPTION (AOR).....   | 19 |
| V.8    DELAIS .....  | 20 |

## I. OBJET, COUT PREVISIONNEL

### I.1 Objet du Marché

La Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Dijon projette la construction d'un bâtiment de type garage destiné à l'accueil et au stationnement des véhicules du groupe d'intervention ERIS implanté sur la base de la DISP de Dijon.

Le présent marché a pour objet de confier à un maître d'œuvre une mission complète relative à la conception et au suivi de l'exécution de cette opération.

Les prestations attendues s'inscrivent dans le cadre réglementaire fixé par la partie législative et réglementaire du Code de la commande publique, ainsi que par l'arrêté du 22 mars 2019 définissant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par les maîtres d'ouvrage publics à des prestataires privés.

### I.2 Coût prévisionnel des travaux

À ce stade, le coût prévisionnel des travaux est évalué à 660 000 € HT par le maître d'ouvrage.

## II. PRESENTATION ET LOCALISATION

### II.1 Direction Interrégionale des services pénitentiaires de Dijon

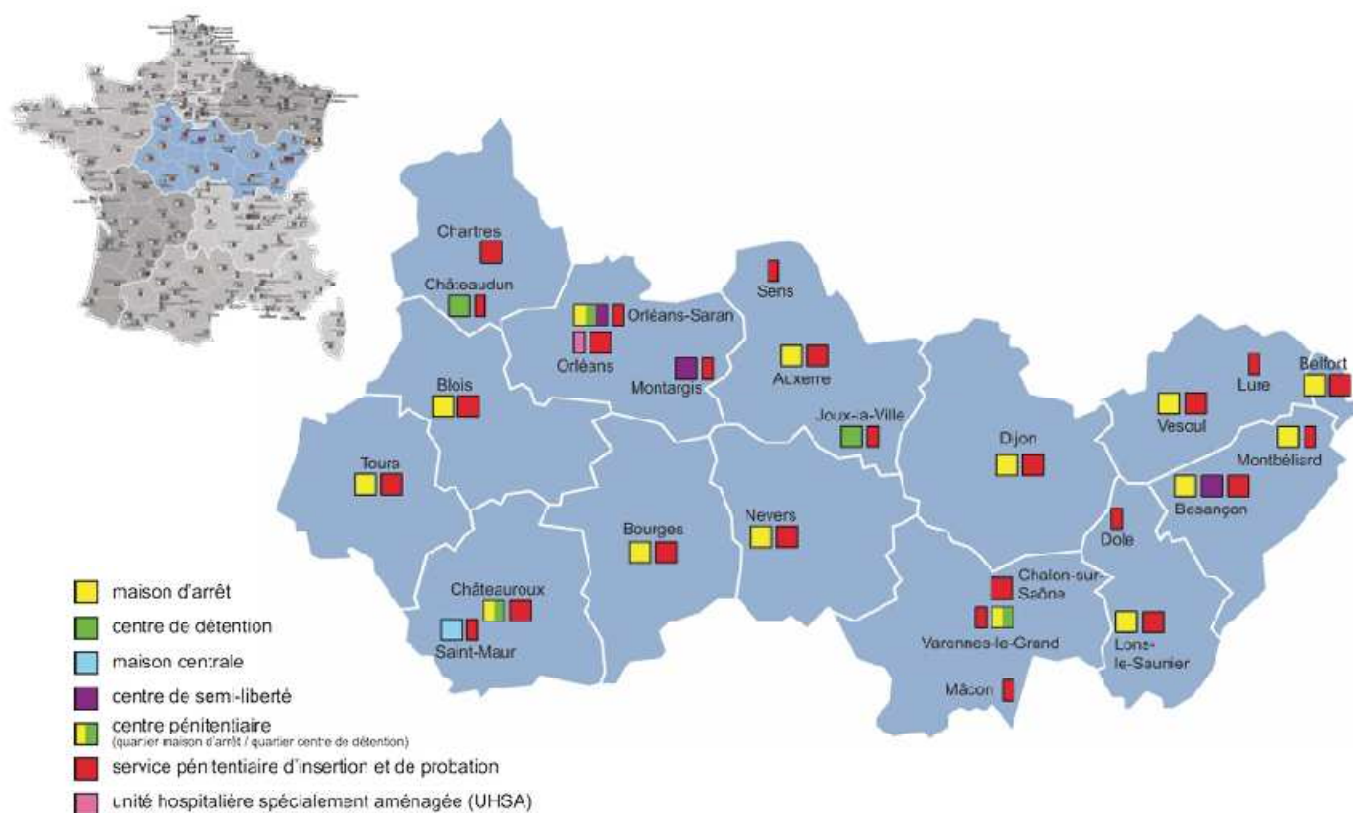
La Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Dijon (D.I.S.P. DIJON) est un service déconcentré qui mène et engage les orientations stratégiques et politiques de l'Administration Pénitentiaire à l'ensemble des Etablissements Pénitentiaires et Services Pénitentiaires d'Insertion et de Probation (SPIP) des régions Centre, Bourgogne et Franche-Comté.

Le Département des Affaires Immobilières (DAI), département de moyens, est placé sous l'autorité du Secrétaire Général de la DISP.

Le DAI gère et entretient le parc immobilier, les équipements et établissements pénitentiaires de l'inter région, et l'ensemble des SPIP du ressort.

Il met en œuvre, impulse et contrôle la politique immobilière interrégionale. Il met en œuvre les opérations spécifiques de rénovation (réhabilitation et mise en conformité) qui lui sont confiées. Il assure le rôle d'interface entre les services interrégionaux et les entreprises, les administrations et les intermédiaires externes.

### II.2 Localisation



### II.3 Le siège de la DISP de Dijon



Le siège de la direction interrégionale anime, contrôle et coordonne l'activité des établissements pénitentiaires et des services pénitentiaires d'insertion et de probation placés sous son autorité.

Les locaux du siège sont situés au 72 rue d'Auxonne, à Dijon, sur un domaine pénitentiaire qui regroupe :

- Les services administratifs du siège ;
- La base ERIS et le PREJ de Dijon ;
- La maison d'arrêt de Dijon ;
- Le mess des personnels ;
- Les locaux des organisations professionnelles ;
- Le dojo ;
- Le simulateur de tir.



### II.4 Le bâtiment ERIS

A l'origine, ce bâtiment, construit en 1980 et implanté dans le domaine devait héberger le Centre de Semi-Liberté. Finalement, c'est le pôle de formation de la Direction interrégionale qui a occupé ces lieux jusqu'en 2003.

D'une superficie de 444 m<sup>2</sup> (SUB) en R+1, il a accueilli entre 2003 et 2024 le Département de la Sécurité et de la Détention (DSD) et l'Equipe Régionale d'Intervention et de sécurité (ERIS). Suite à la livraison du nouveau bâtiment de la DISP construit dans le cadre de l'extension et de la rénovation du siège, ce bâtiment est désormais entièrement occupé par le service ERIS.



Une première opération de travaux a été engagée fin 2025 afin d'améliorer la fluidité des interventions de ce service. Elle prévoit notamment la création d'une salle de briefing et d'une armurerie, ainsi que la rénovation du bâtiment existant, avec une livraison programmée pour décembre 2026.

### II.5 Rôle de l'Equipe Régionale d'Intervention de Sécurité

Les Equipes Régionales d'Intervention et de Sécurité (ÉRIS) ont été créées en 2003 afin de renforcer la sécurité des établissements pénitentiaires et d'améliorer la capacité de réponse et la réactivité de l'Administration en cas de troubles graves.



Elles sont constituées de personnels de surveillance de l'Administration pénitentiaire, spécialement recrutés et formés pour faire face aux situations de crise.

Les effectifs vont de 32 à 38 pour les ÉRIS de province, hors encadrement, et sont de 60 pour Paris (deux sections). Les équipes sont réparties sur le territoire métropolitain à raison d'une par direction interrégionale.

Elles sont ainsi prêtes à se rendre rapidement dans les établissements de leur ressort, ou en dehors si besoin, pour prévenir ou mettre fin à des incidents. Un système d'astreinte permet de mobiliser des effectifs 24 heures sur 24, sept jours sur sept.

### Les six missions principales des ÉRIS



- participer au rétablissement et au maintien de l'ordre en cas de mouvements collectifs ou individuels de détenus,
- participer à l'organisation de fouilles sectorielles, en assurant notamment la sécurité globale des opérations,
- dissuader et prévenir les mouvements lorsque les détentions sont fragilisées par les suites d'un mouvement collectif, ou l'affaiblissement momentané des dispositifs de sécurité,
- réaliser, en renfort d'escorte ou en escorte principale, le transfert administratif de détenus signalés (profil violents ou sensibles),
- participer (pour les personnels titulaires disposant d'une habilitation de moniteur), à des actions de formation des personnels exerçant en établissement pénitentiaire,
- participer à des échanges d'expertise technique avec d'autres unités d'élite.

### Organisation et composition des ÉRIS

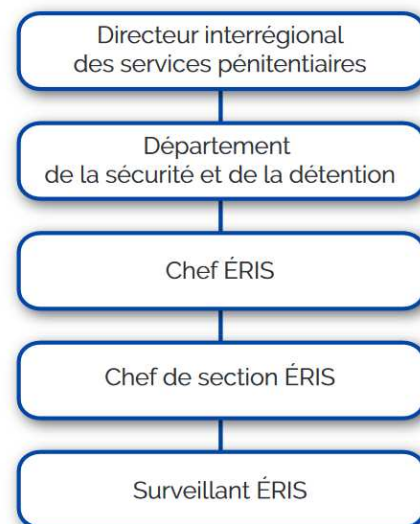
Au niveau interrégional, chaque équipe est sous l'autorité hiérarchique du directeur interrégional et du chef du département sécurité et détention. Lors des interventions dans une structure pénitentiaire, elle se trouve en outre sous l'autorité directe du chef d'établissement.

Les fonctions de chef ÉRIS et d'adjoint au chef ÉRIS sont assurées par des officiers pénitentiaires.

Les postes de chef de section sont occupés par des majors ou des premiers surveillants.

L'organisation interne varie ensuite en fonction des ressources et des besoins de chaque équipe. Chaque agent, en plus de son travail quotidien d'entraînement et d'accomplissement de missions, s'implique particulièrement dans un domaine spécialisé : franchissement, armement, techniques d'intervention, logistique, multimédia, etc.

#### Directions interrégionales



### III. OBJECTIFS, CONTRAINTES ET PROGRAMME

#### III.1 Objectifs

Cette opération consiste à réaliser une extension du nouveau bâtiment ERIS afin d'y construire un garage, intégré dans la continuité du cheminement d'intervention du service. Le service est organisé en quatre groupes d'intervention, chacun disposant de trois véhicules dédiés pour ses missions. Le nouvel espace devra permettre de stationner l'ensemble des véhicules d'intervention et offrir des zones de rangement adaptées au matériel nécessaire aux opérations, à proximité immédiate des véhicules pour faciliter le chargement / déchargement.

#### III.2 Contraintes de sûreté pénitentiaire, de sécurité sanitaire et de préservation du bon fonctionnement des services

Le titulaire est tenu de prendre en compte, dans l'ensemble de son étude, y compris l'élaboration du phasage opérationnel et l'estimation financière, les contraintes strictes inhérentes à la sécurité du domaine pénitentiaire.

Il veillera à maintenir la continuité d'activité, dont le fonctionnement ne saurait être interrompu, en concevant un phasage technique précis et adapté. Ce dernier devra limiter autant que possible les nuisances sonores, visuelles et olfactives, ainsi que l'ensemble des perturbations susceptibles d'affecter les usagers et les personnels.

L'accès aux locaux ERIS ainsi que l'arrière du domaine devra être garanti en permanence, sans restriction, pour permettre la circulation des véhicules d'urgence et de l'Administration pénitentiaire.

Tout dispositif de vidéosurveillance impacté par le chantier devra, le cas échéant, être démonté avec précaution et immédiatement repositionné sur des mâts provisoires afin d'assurer la continuité de la surveillance du périmètre.

Le titulaire veillera à la mise en place de dispositifs et protocoles nécessaires pour prévenir tout risque pour la santé des usagers et des personnels. Cela comprend la gestion rigoureuse des poussières, des émissions polluantes, du bruit, des déchets et zones de stockage.

#### III.3 Programme

Le présent programme définit les prescriptions techniques et fonctionnelles. L'ouvrage doit s'intégrer à l'existant, répondre aux besoins opérationnels des véhicules et du personnel, et respecter les normes réglementaires en vigueur, notamment en matière de sécurité, de performance énergétique et d'impact environnemental.

### III.3.1 Information initiale

Dans le cadre du projet d'extension en cours de construction, les diagnostics amiante et HAP réalisés sur le parking n'ont mis en évidence aucune présence d'amiante.

Le bâtiment ERIS dispose de sa propre chaufferie indépendante en sous station du bâtiment.

### III.3.2 Caractéristiques architecturales

L'extension du bâtiment consistera en la création d'un volume supplémentaire accolé au bâtiment actuellement en travaux pour le stationnement des 12 véhicules d'intervention.

L'aspect architectural extérieur reprendra les mêmes caractéristiques que le bâtiment actuel, tant au niveau des matériaux, de la volumétrie, des teintes que des finitions.

La hauteur utile en intérieur devra être de 3 mètres minimum sous plafond.

La charge d'exploitation minimale devra supporter 250 daN/m<sup>2</sup>.

Le bâtiment devra être très performant d'un point de vue énergétique (réduction des consommations d'énergie) et environnemental (limitation des émissions de gaz à effet de serre) à chaque étage de son cycle de vie, et notamment lors de sa construction.

### III.3.3 Stationnement et circulation

Les places de parking auront une largeur minimale de 2,5 mètres pour des véhicules de type Ford Galaxy.

Les emplacements, les circulations et les issues seront clairement marqués au sol.

La sortie des véhicules du garage se fera par un hayon sectionnel motorisé à ouverture rapide, équipé d'une commande manuelle de secours.

Le système de vidéosurveillance sera étendu afin de sécuriser les accès des locaux.

A proximité des véhicules devront être disposés des racks de stockage permettant d'accueillir 40 sacs d'intervention de dimension 100\*50\*50 cm.

Une réserve pour une borne de recharge sera prévue pour deux véhicules électriques.

### III.3.4 Sols et surfaces

Le sol sera revêtu d'un matériau industriel antidérapant, résistant aux hydrocarbures et à l'abrasion, avec une classification minimale I1P2R3U4.

Pour les écoulements d'eaux en intérieur seront prévus des siphons de sol et un séparateur d'hydrocarbures intégré, équipé d'un by-pass anti-débordement.



Les surfaces murales devront être suffisamment solides pour des fixations murales allant jusqu'à 100 kg.

### III.3.5 Gestion thermique et aération

La température minimale dans le garage sera maintenue à 12 °C, au moyen de solutions passives (isolation, aération, etc.) en priorité.

Le renouvellement d'air sera assuré à raison de 900 m<sup>3</sup>/h par véhicule, déclenché à plein régime sur détection de présence.

La toiture sera traitée avec une solution « cool roof » afin d'améliorer la réflexion solaire et de réduire la transmission de la chaleur à l'intérieur du bâtiment.

### III.3.6 Equipements électriques

Pour l'entretien des véhicules, une prise de courant sera installée pour deux véhicules, répartie entre les racks de rangement.

L'éclairage extérieur du garage garantira un éclairage moyen de 50 lux sur les zones de manœuvre et la sortie.

À l'intérieur, l'éclairage moyen sera de 150 lux, activé par détection de présence, avec possibilité de marche forcée.

### III.3.7 Exploitation

Un robinet de puisage et un vide seau sera installé dans le local pour le nettoyage.

Une des surfaces verticales intérieures sera dédiée au séchage des cordages de franchissement.

Une boîte à clés dédiée aux véhicules sera installée dans le local.

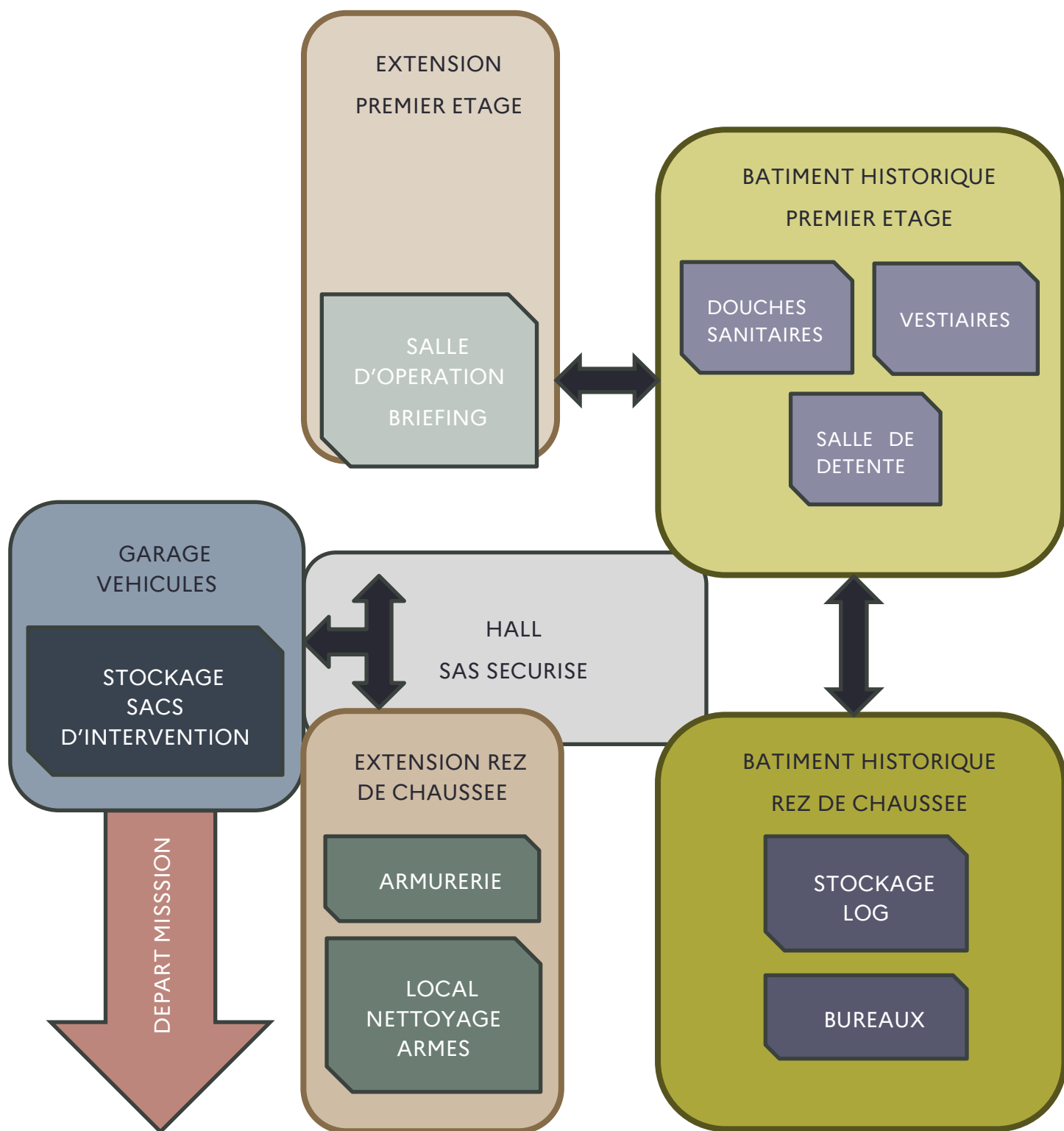
### III.3.8 Sécurité incendie

Le projet respectera les exigences du code du travail en matière de sécurité incendie : raccordement au SSI du bâtiment, mise en place d'un système de désenfumage, extincteurs, BAES et plan d'évacuation.

Une sortie de secours pour les piétons sera prévue.

### III.3.9 Schéma fonctionnel

Le fonctionnement de la base est schématisé ci-après, avec intégration du projet en cours et du garage.



## IV. MISSIONS, OBLIGATIONS

### IV.1 Missions

Les missions qui seront confiées au Maître d'œuvre sont les suivantes :

#### **Mission de base (APS-APD-PRO-ACT-DET-AOR) + VISA**

Pour assurer ces missions le maître d'œuvre s'appuiera sur :

- Le présent Programme.
- L'Etude de sol

En phases d'études, des réunions de travail devront être menées avec les interlocuteurs suivants :

#### **Représentant pour la Maîtrise d'ouvrage :**

M. MATON Guillaume

Chargé d'opérations – Département des Affaires Immobilières – DISP Dijon

06 11 62 70 82

[guillaume.maton@justice.fr](mailto:guillaume.maton@justice.fr)

M. SEUKPANYA Marc

Adjoint au chef de département – Département des Affaires Immobilières – DISP Dijon

[marc.seukpanya@justice.fr](mailto:marc.seukpanya@justice.fr)

Mme TALON Sabrina

Cheffe de département – Département des Affaires Immobilières – DISP Dijon

[sabrina.talon@justice.fr](mailto:sabrina.talon@justice.fr)

### IV.2 Obligations

Il sera nécessaire d'inclure dans les phases APS et APD autant que nécessaire une prise de connaissance exhaustive des lieux, des installations techniques, des modalités d'accès et des contraintes pénitentiaire inhérentes à un site pénitentiaire.

Les relevés géométriques seront à la charge du titulaire.

Les normes de sécurité Pénitentiaire et autres normes en vigueur devront être prises en considération et respectées, tout comme les réglementations applicables et notamment celle relevant du code du travail, incluant également la consultation lors des études les services départementaux d'incendie et de secours, et les avis du contrôleur technique construction qui sera nommé au stade APS.

Le titulaire procédera à la rédaction des dossiers de déclaration préalable de travaux et à la demande d'autorisation d'aménager.

**Obligations logicielles :**

- Les plans seront élaborés à partir d'Autocad 2024 et respecteront la charte graphique établie par le DAI /DISP Dijon ;
- Les pièces écrites seront élaborées au moyen de Word /Excel ;
- Les notes de calculs, études d'avant-projet et d'exécution seront établies au moyen de progiciels du commerce intégrant les règles de dimensionnement des DTU ;
- Les plannings d'études ou de travaux seront établis au moyen de MS Project ou GanttProject.

**Nota : reste à charge de la maîtrise d'ouvrage les obligations suivantes :**

- La fourniture des plans existants disponibles remis au titulaire ;
- La réalisation d'études de sol complémentaires ;
- La prise en charge des missions CSPS et de contrôle technique.

## V. CONTENU DES ELEMENTS DE MISSION ET DELAIS

Le contenu des éléments de mission est conforme aux dispositions de l'annexe II de l'arrêté du 21 décembre 1993 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé.

### V.1 ETUDES D'AVANT PROJET SOMMAIRE (APS)

Les études d'avant-projet sommaire ont pour objet de :

- Vérifier la compatibilité des solutions retenues avec les contraintes du programme et du site ainsi qu'avec les différentes réglementations ;
- Indiquer des durées prévisionnelles de réalisation ;
- Indiquer les méthodologies et phasages chantier ;
- Examiner les possibilités et contraintes de raccordement aux différents réseaux ;
- Établir une estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux des différentes solutions étudiées ;
- Proposer éventuellement des études complémentaires d'investigation des existants en fonction des renseignements fournis lors des études de faisabilité.

Dans le cadre de ces études d'APS, des réunions de concertation seront organisées avec le maître d'ouvrage et les établissements, pendant lesquelles, des explications sur les options techniques et économiques proposées seront fournies.

#### **Les livrables attendus :**

- Formalisation graphique de la solution préconisée sous forme de schéma de principe, plans, coupes et élévations à l'échelle de 1/200 avec certains détails significatifs au 1/100 ;
- Notice descriptive sommaire décrivant les solutions techniques et modalités de phasage ;
- Indication d'un délai global de réalisation de l'opération ;
- Estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux ;
- Les différents compte-rendu de réunion.

Les études d'APS seront présentées au maître d'ouvrage pour approbation.

## V.2 ETUDES D'AVANT PROJET DEFINITIF (APD)

Les études d'avant-projet définitif, fondées sur la solution d'ensemble retenue à l'issue des études d'avant-projet sommaire approuvée par le maître de l'ouvrage ont pour objet de :

- Vérifier le respect des différentes réglementations notamment celles relatives à l'hygiène et à la sécurité ;
- Arrêter en plan les dimensions de l'ouvrage ainsi que son aspect ;
- Définir les matériaux et équipements et les dimensionner ;
- Justifier les solutions techniques retenues, notamment en ce qui concerne les installations techniques et les raccordements ;
- Établir l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux par parties d'ouvrages, par budget et indiquer l'incertitude sur estimation ;
- Donner une approche du calendrier global d'exécution des travaux, notamment les solutions de gestion des flux et stationnement durant les travaux ;
- Etudier les impacts sur l'exploitation-maintenance.

Dans le cadre de ces études d'APD, des réunions de concertation seront organisées avec le maître d'ouvrage et les établissements, pendant lesquelles seront fournies, au fur et à mesure, des explications sur les solutions techniques et économiques proposées.

### **Les livrables attendus :**

- Formalisation graphique de l'APD proposé sous forme de schémas de principe détaillés, plans, coupes, tracés unifilaires de réseaux et terminaux sur des zones types à l'échelle de 1/100 (fil d'eau, électricité, etc.) ;
- Notes de calcul de détermination des réseaux selon les DTU en vigueur ;
- Notice descriptive précisant les matériaux et équipements proposés ;
- Descriptif détaillé des solutions techniques retenues et notamment des installations techniques avec analyse fonctionnelle ;
- Estimation définitive du coût prévisionnel des travaux, décomposée en lots séparés ;
- Calendrier global par phase de l'exécution des travaux ;
- Les différents compte-rendu de réunion.

NB : suivant le contexte de l'opération, d'autres éléments peuvent être réclamés

Les études d'APD seront présentées au Maître d'ouvrage pour approbation.



## **Les dossiers d'autorisations administratives et permis d'aménager :**

Le maître d'œuvre assiste le maître d'ouvrage pour la constitution du dossier administratif. Il effectue les démarches et consultations préalables nécessaires à l'obtention du permis d'aménager, constitue le dossier et assiste le maître d'ouvrage dans ses relations avec les administrations et pendant toute la durée de l'instruction.

Le maître d'ouvrage s'engage à communiquer au maître d'œuvre toute correspondance avec l'administration. Dès réception du permis d'aménager, il lui en transmet copie et procède à l'affichage réglementaire sur le terrain si nécessaire. Il veille à son affichage en mairie.

Lorsque l'opération nécessite l'obtention d'autres autorisations administratives (telles que par exemple demande de permis de démolir, autorisations spécifiques pour lignes aériennes, enseignes, etc.), le maître d'œuvre assiste le maître d'ouvrage, pendant toute la durée de leur instruction, pour effectuer les démarches nécessaires et constituer les dossiers correspondants.

### **V.3 ETUDES DE PROJET (PRO)**

Les études de projet, fondées sur les études d'avant-projet détaillées et approuvées par le maître d'ouvrage ainsi que sur les prescriptions de celui-ci, définissent la conception générale de l'ouvrage.

Les études de projet ont pour objet de :

- Préciser les tracés en plan, coupes et détails des formes des différents éléments, la nature et les caractéristiques des matériaux ainsi que leurs conditions de mise en œuvre ;
- Déterminer l'implantation et l'encombrement de tous les éléments de structure et de tous les équipements techniques ;
- Décrire les ouvrages et établir les plans de repérage nécessaires à la compréhension du projet par les entreprises ;
- Confirmer le coût prévisionnel des travaux établi en APD en le décomposant par corps d'état, sur la base d'un avant-métré ;
- Permettre au maître d'ouvrage, au regard de cette évaluation, d'arrêter le coût prévisionnel de l'ouvrage et, par ailleurs, d'estimer les coûts de son exploitation ;
- Déterminer finement le délai global de réalisation de l'ouvrage.

## **Les livrables attendus :**

### **- Documents graphiques**

- Plans, coupes et détails des ouvrages d'infrastructure, terrassements, tracés des canalisations au 1/100 jusqu'au 1/20 si nécessaire ;
- Plans des réseaux extérieurs et des voiries sur fond de plan de masse ;
- Plan de principe d'installation et d'accès de chantier.

- **Documents écrits**

- CCTP : description détaillée, lot par lot, des ouvrages et spécifications techniques définissant les exigences qualitatives, fonctionnelles et performanciels, la nature et les caractéristiques des ouvrages et des matériaux, les contraintes générales de mise en œuvre, les conditions d'essai et de réception, incluant les limites de prestations entre les différents lots ;
- Présentation du coût prévisionnel des travaux décomposés par corps d'état et de l'avant-métré sur la base duquel il a été établi ;
- Analyse fonctionnelle ;
- Cadre de décomposition du prix global et forfaitaire par lot ;
- Calendrier prévisionnel d'exécution des travaux décomposés par lot.

#### V.4 **ASSISTANCE POUR LA PASSATION DES CONTRATS DE TRAVAUX (ACT)**

L'assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation du ou des contrats de travaux, sur la base des études qu'il a approuvées, a pour objet de :

- Préparer la consultation des entreprises de manière telle que celles-ci puissent présenter leurs offres en toute connaissance de cause, sur la base d'un dossier constitué des pièces administratives et techniques prévues au contrat ainsi que des pièces élaborées par la maîtrise d'œuvre correspondant à l'étape de la conception choisie par le maître d'ouvrage pour cette consultation. Le dossier est différent selon que la dévolution est prévue par marchés séparés ou à des entreprises groupées ou à l'entreprise générale ;
- Préparer, s'il y a lieu, la sélection des candidats et analyser les candidatures obtenues ;
- analyser les offres des entreprises, s'il y a lieu les variantes à ces offres ; procéder à la vérification de la conformité des réponses aux documents de la consultation ; analyser les méthodes ou solutions techniques en s'assurant qu'elles sont assorties de toutes les justifications et avis techniques, en vérifiant qu'elles ne comportent pas d'omissions, d'erreurs ou de contradictions normalement décelables par un homme de l'art et établir un rapport d'analyse comparative proposant les offres susceptibles d'être retenues, conformément aux critères de jugement des offres précisés dans le règlement de la consultation. La partie financière de l'analyse comporte une comparaison des offres entre elles et avec le coût prévisionnel des travaux ;
- Préparer les mises au point nécessaires pour permettre la passation du ou des contrats de travaux par le maître d'ouvrage.

## **Documents à remettre au maître d'ouvrage :**

### **- Elaboration du DCE - Dossier de consultation des entreprises**

Le DCE est élaboré en fonction des options prises par le maître d'ouvrage pour le mode de dévolution des marchés de travaux (entreprise générale, lots séparés, entreprises groupées).

Le maître d'œuvre pourra, le cas échéant, proposer au maître d'ouvrage des adaptations du CCAP (cahier des clauses administratives particulières), fournis par le maître d'ouvrage, qui lui semblent nécessaires pour tenir compte des particularités de l'opération.

Le maître d'œuvre établit la liste des pièces écrites et graphiques nécessaires à la consultation des entreprises, qu'il a élaborées ou qui ont été fournies par le maître d'ouvrage, les collecte et les regroupe dans le CCTP (cahier des clauses techniques particulières) qui comprend ainsi :

- Les plans, pièces écrites et cadre de décomposition de prix global et forfaitaire (sans les quantités) établis par le maître d'œuvre ;
- Les éventuels autres documents produits soit par le maître d'ouvrage soit par les autres intervenants (notamment PGC, rapport initial du contrôleur technique, études de sondages des sols, diagnostics divers, prescriptions des concessionnaires, etc.) ;
- Proposer une grille de critères et système de pondération/notation, établie suivant les enjeux de l'ouvrage en matière de coût /technicité/délai pour renseigner le RC établi par le maître d'ouvrage.

### **- Consultation des entreprises**

- Le cas échéant, réponses aux questions posées par les entreprises suivant les modalités définies avec le maître d'ouvrage ;
- Etablissement d'un rapport comparatif d'analyse technique et financière des offres et, s'il y a lieu, de leurs variantes.

Dans le cas où des variantes, acceptées par le maître d'ouvrage, remettent en cause la conception de la maîtrise d'œuvre, la reprise des études ne donnera pas lieu à une rémunération supplémentaire.

- Proposition d'une liste d'entreprises susceptibles d'être retenues (mieux disantes) ;
- Rédiger un rapport d'analyse des offres sur la base d'un modèle fourni par la Maîtrise d'ouvrage présentant des propositions d'attribution justifiées ;

Dans le cadre de l'ACT, le Maître d'œuvre devra présenter, en réunion sur place, son analyse au Maître d'ouvrage.

Si la consultation est déclarée infructueuse, le Maître d'œuvre devra proposer un dossier de consultation modifié. Il peut donc comporter une reprise des études de projet pour les adapter au

coût prévisionnel validé par le maître d'ouvrage. Dans un tel cas, et à la demande de la maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'œuvre pourra également procéder à l'analyse des offres reçues.

## **V.5 VISA des études d'exécution**

Lorsque les études d'exécution sont, partiellement ou intégralement, réalisées par les entreprises, le Maître d'œuvre s'assure que les documents qu'elles ont établis respectent les dispositions du projet et dans ce cas, leur délivre son VISA.

L'examen de la conformité au projet des études d'exécution et de synthèse faite par le ou les entrepreneurs ainsi que leur VISA par le Maître d'œuvre ont pour objet d'assurer au Maître d'ouvrage que les documents établis par l'entrepreneur respectent les dispositions du projet établi par le Maître d'œuvre.

L'examen de la conformité au projet comporte la détection des anomalies normalement décelables par une personne de l'art. Il ne comprend ni le contrôle ni la vérification des documents établis par les entreprises. La délivrance du VISA ne dégage pas l'entreprise de sa propre responsabilité.

## **V.6 DIRECTION DE L'EXECUTION DES CONTRATS DE TRAVAUX (DET)**

La direction de l'exécution du ou des contrats de travaux a pour objet de :

- S'assurer que les documents d'exécution ainsi que les ouvrages en cours de réalisation respectent les études effectuées ;
- S'assurer que les documents à produire par le ou les entrepreneurs, en application du ou des contrats de travaux, sont conformes aux dits contrats et ne comportent ni erreur, ni omission, ni contradiction normalement décelable par une personne de l'art ;
- S'assurer que l'exécution des travaux est conforme aux prescriptions du ou des contrats de travaux, y compris le cas échéant, en ce qui concerne l'application effective d'un schéma directeur de la qualité, s'il en a été établi un ;
- Etablir tout procès-verbal nécessaire à l'exécution du ou des contrats de travaux ainsi que procéder aux constats contradictoires, organiser et diriger les réunions de chantier ;
- Informer systématiquement le Maître d'ouvrage sur l'état d'avancement et de prévision des travaux et dépenses, avec indication des évolutions notables.
- Vérifier les projets de décomptes mensuels ou les demandes d'avances présentés par le ou les entrepreneurs ; établir les états d'acomptes ; vérifier le projet de décompte final établi par l'entrepreneur et établir le décompte général
- Émettre un avis au Maître d'ouvrage sur les actes de sous-traitance soumis à son approbation par les entreprises titulaires du marché.

- Donner un avis au Maître d'ouvrage sur les observations éventuellement formulées par l'entrepreneur en cours d'exécution des travaux et sur le décompte général, assister le maître d'ouvrage en cas de litige sur l'exécution ou le règlement des travaux, ainsi qu'instruire les mémoires en réclamation de ou des entreprises.
- **Direction des travaux**
  - Organisation et direction des réunions de chantier ;
  - Etablissement et diffusion des compte-rendu ;
  - Etat d'avancement général des travaux à partir du planning général ;
  - Information du maître d'ouvrage : avancement, dépenses et évolutions notables.
- **Contrôle de la conformité de la réalisation**
  - Examen des documents complémentaires à produire par les entreprises, en application de leurs contrats ;
  - Conformité des ouvrages aux prescriptions des contrats ;
  - Etablissement de compte-rendu d'observation ;
  - Synthèse des choix des matériaux, échantillons ou coloris à valider par le maître d'ouvrage.
- **Gestion financière**
  - Vérification des décomptes mensuels et finaux. Etablissement des états d'acompte ;
  - Examen des devis de travaux complémentaires ;
  - Examen des mémoires en réclamation (examen technique, matériel et économique) présentés au plus tard à la présentation du projet de décompte final ;
  - Examen des DC4 et documents administratifs (raison social, SIRET, nature des prestations confiées ...) soumis à validation.
  - Etablissement du décompte général.

## V.7 **ASSISTANCE AUX OPERATIONS DE RECEPTION (AOR)**

L'assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement a pour objet :

- D'organiser les opérations préalables à la réception des travaux ;
- D'assurer le suivi des réserves formulées lors de la réception des travaux jusqu'à leur levée ;
- De procéder à l'examen des désordres signalés par le maître d'ouvrage ;

- De constituer le dossier des ouvrages exécutés nécessaires à l'exploitation de l'ouvrage à partir des plans conformes à l'exécution remis par l'entrepreneur, des plans de récolement ainsi que des notices de fonctionnement et des prescriptions de maintenance des fournisseurs d'éléments d'équipement mise en œuvre.

#### **Prestations confiées et documents à remettre au maître d'ouvrage**

##### **- Au cours des opérations préalables à la réception, le maître d'œuvre :**

- Valide par sondage les performances des installations
- Organise les réunions de contrôle de conformité
- Etablit par corps d'état ou par lot la liste des réserves
- Propose au maître d'ouvrage la réception.

##### **- Etat des réserves et suivi**

Le maître d'œuvre s'assure de la levée des réserves par les entreprises dans les délais définis.

##### **- Dossier des ouvrages exécutés (DOE)**

Le maître d'œuvre élabore, en collaboration avec les entreprises de travaux, le dossier des ouvrages exécutés nécessaire à l'exploitation de l'ouvrage. Ce dossier est constitué à partir du dossier de conception générale du maître d'œuvre, des plans d'exécution conformes fournis par l'entrepreneur, ainsi que des prescriptions de maintenance des fournisseurs des équipements installés.

##### **- Au cours de l'année de garantie de parfait achèvement,**

Le maître d'œuvre examine les désordres apparus après la réception et signalés par le maître d'ouvrage et en assure le suivi.

#### **V.8 DELAIS**

- **Délai contractuel maximal pour APS : 3 semaines**
- Délai de validation maîtrise d'ouvrage : 2 semaines
- **Délai contractuel maximal pour APD : 4 semaines**
- Délai de validation maîtrise d'ouvrage : 2 semaines (y compris ajustement définitif des honoraires)
- **Délai maximal de rédaction de permis et dossiers administratifs : 1 semaine**
- **Délai contractuel pour PRO : 4 semaines**
- Délai pour consultation en marché public et phase ACT : 9 semaines
- **Délai contractuel pour l'analyse des offres : 2 semaines**
- Délai estimé pour exécution des travaux (phases VISA+ DET+ AOR) : 30 semaines
- Délai de Garanti Parfait Achèvement : 12 mois